

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 MARS 1914.

Projet de loi portant érection de la commune de Sougné-Remouchamps
(province de Liège) (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. GOBLET.

MESSIEURS,

L'Exposé des motifs justifie très bien le projet de loi.

La commune d'Aywaille a, d'après le recensement de 1910, une population de 5,295 habitants. Son territoire est immense; il comprend 4,755 hectares, répartis en de nombreux hameaux, dont plusieurs sont à 10 kilomètres du centre. Elle forme quatre paroisses. Traversée par la ligne de l'Amblève, elle compte quatre gares de chemin de fer (Aywaille, Remouchamps, Nonceveux et Quareux). Au point de vue administratif, elle est subdivisée en trois sections (Aywaille, Dieupart et Sougné), pour lesquelles des budgets spéciaux sont établis, et qui sont propriétaires de biens considérables, constatés notamment aux actes de partage avenus le 17 mars 1859, devant le notaire Detienne, d'Esneux, et le 24 mai 1864 devant le notaire Dogné, de Sprimont.

Il n'est pas inutile de préciser ce dernier point.

La loi du 25 mars 1847 sur le défrichement des terrains incultes porte, en son article 40 :

« Le Gouvernement pourra ordonner le partage, entre les communes, » des biens qu'elles possèdent par indivis; le partage pourra également être » ordonné entre les hameaux appartenant à diverses communes et possédant des biens indivis. Il sera procédé à ce partage de la manière » indiquée à l'article 154 de la loi du 30 mars 1836, §§ 2 et 3. »

En conséquence, un arrêté royal du 15 juillet 1848 ordonna le partage des

(1) Projet de loi, n° 14.

(2) La Commission, présidée par M. Polet, était composée de MM. de Ponthière, Goblet, Neujean et Troclet.

terrains communaux, appelés *Porallée*, que possédaient par indivis la commune d'Aywaille et le hameau de Florzé, commune de Sprimont. Un arrêté du 25 février 1852, ensuite, autorisa le partage du lot d'Aywaille entre, d'une part, les sections d'Aywaille et Dieupart, et de l'autre, la section de Sougné, comprenant les hameaux de Sougné, Remouchamps, Sur-la-Heid, Plaie, Sécheval, Hassoumont, Hénumont, Montjardin, Sedoz, Quareux, Feheid, Nonceveux et La Ville-aux-Bois.

Dans le fait, après de laborieuses interventions des autorités provinciale et centrale, les opérations furent réalisées en sens inverse. Par l'acte de 1859, la section de Sougné sortit de l'indivision. Son lot était estimé à fr. 278,977.48. Le lot des trois autres sections, Aywaille, Dieupart et Florzé-Sprimont, était estimé à fr. 468,576.92; il ne fut partagé entre elles qu'en 1864; mais Aywaille et Dieupart sont restés dans l'indivision pour les biens qui leur échurent alors.

Les chiffres, que nous venons d'indiquer, marquent l'importance originale de ces patrimoines communaux. Elle n'a fait que s'accroître pendant cinquante ans : d'après les budgets et comptes de 1910, les revenus annuels qu'en tirait la section de Sougné étaient de 45,000 francs; les sections d'Aywaille et Dieupart, de 29,000 francs environ.

Il ne faut pas s'étonner, dès lors, des prétentions à l'autonomie que la section de Sougné n'a cessé de manifester depuis 1871. Aussi un referendum, organisé d'une manière parfaite par l'administration communale, a donné, le 21 mai 1911, 304 voix pour la séparation, 150 voix contre.

On a objecté autrefois que Sougné, bien que n'ayant que 5 représentants au Conseil communal sur 11, n'avait pas à se plaindre de la gestion de la commune-mère. Cela n'était pas tout à fait exact. Mais ce ne l'était plus, assurément, lors de la requête de 1910. Il suffira de citer ce passage du rapport adressé, le 12 janvier 1911, par M. le Commissaire d'arrondissement à M. le Gouverneur de la province de Liège : « Outre le désir très légitime » de la section de Sougné de gérer elle-même ses intérêts d'une façon séparée » et indépendante, nous devons reconnaître que actuellement l'absence de » griefs . . . ne se présente plus avec le même caractère. Dans le » cours de l'année 1910, j'ai eu l'occasion de vous signaler des actes de » l'administration qui paraissent de nature à nuire sérieusement aux inté- » rêts communaux. — notamment les décisions relatives à l'adjudication de » la chasse sur les terrains de la commune, que la Députation Permanente a » dû, par deux fois, refuser d'approuver, — et les décisions plus récentes » relatives à la concession d'exploitation des carrières de . . . par . . . » d'une part, et par . . . d'autre part, décisions contre lesquelles des » protestations énergiques se sont élevées. »

La division projetée se présente dans les conditions les plus favorables.

Les limites de Sougné-Remouchamps sont tracées depuis longtemps; il n'y est rien changé. Elles comprennent 2,400 hectares et, si l'on se reporte au dernier recensement, 2,089 habitants. La nouvelle commune compte dès à présent trois écoles, deux paroisses, plus une école primaire, une école moyenne et une école professionnelle dues à l'initiative privée. Ses revenus patrimoniaux sont énormes; sa part dans le fonds communal et dans le

fonds spécial atteint à peu près dix mille francs; elle pourra donc s'administrer et se développer excellemment. Quant à Aywaille, avec un territoire de 2,555 hectares et 5,206 habitants, jouissant de gros revenus, elle restera une commune importante.

Aussi bien, d'après les renseignements parvenus à la Commission, il semble que l'opposition des sections d'Aywaille et Dieupart se soit, en ces derniers temps, restreinte à un conflit de droit civil : le partage de 1859 portait sur des biens très étendus, mais de valeur médiocre; la découverte du grès est venue changer la situation; or Aywaille-Dieupart veulent soutenir que la mutation cadastrale fut erronée il y a cinquante ans et leur causa préjudice de deux hectares et plus; comme ceux-ci sont exploités ou exploitables en carrières, la revendication offre un intérêt très appréciable.

La Commission, ni les Chambres — pas plus que l'autorité administrative — n'ont à examiner ou à trancher cette question. Il s'agit là du domaine privé des sections en cause, et dès lors les tribunaux seront seuls compétents pour juger. L'article 149 de la loi communale a prévu des différends de cette nature et décidé que les sections de commune seront représentées par une commission de notables, désignée par la Députation permanente et chargée de suivre l'action en justice.

Cette procédure est, à vrai dire, assez compliquée. A notre connaissance, elle n'a été employée qu'une seule fois; la commune-mère était demanderesse au procès, avait donc pu mettre l'action en mouvement et provoquer la représentation légale de la section intéressée (Jugement Verviers, 19 octobre 1885. *Belgique Judiciaire*, 1884, p. 39, avec les conclusions du ministère public). Dans l'espèce, le litige survenant entre sections d'une même commune, ni le collège échevinal, ni le conseil, n'auraient qualité pour décider l'introduction de l'instance (*Revue de l'Administration*, 1884, p. 159). Il n'est pas douteux que la séparation projetée soit de nature à faciliter la revendication des droits prétendus, puisque les Conseils et Collèges respectifs auront alors mission régulière d'exercer ou de suivre l'action. Et quoi qu'il advienne devant les tribunaux, le conflit ne peut avoir aucune influence sur les limites du territoire communal; si Aywaille réussit dans son action, il en résultera simplement qu'elle sera propriétaire d'un nouveau terrain sur Sougné-Remouchamps; elle en a d'autres déjà. C'est là une situation de droit privé, étrangère à l'organisation administrative.

En conséquence, par 5 voix et 2 abstentions, la Commission vous propose l'adoption du projet de loi.

Le Rapporteur,

NICOLAS GOBLET.

Le Président,

H. POLET



(4)
(Nr 206.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 MAART 1914.

Wetsontwerp tot oprichting van de gemeente Sougné-Remouchamps
(provincie Luik) (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER GOBLET.

MIJNE HEEREN,

In de *Memorie van Toelichting* wordt het wetsontwerp zeer goed gerechtvaardigd.

Volgens de volkstelling van 1910, heeft de gemeente Aywaille eene bevolking van 5,295 inwoners. Haar grondgebied is zeer uitgestrekt; het is groot 4,755 hectaren, in talrijke gehuchten verdeeld, waarvan verscheidene op 10 kilometer van de kom verwijderd zijn. De gemeente maakt vier parochiën uit. Zij ligt op de Ijn der Amblève en heeft vier spoorwegstatiën (Aywaille, Remouchamps, Nonceveux en Quareux).

In bestuursopzicht is zij onderverdeeld in drie sectiën (Aywaille, Dieupart en Sougné), die elk hare afzonderlijke begrooting hebben en die aanzienlijke eigendommen bezitten welke, namelijk, aangegeven zijn in de akten van verdeling, op 17 Maart 1859 verleden voor den notaris Detienne, te Esneux, en op 24 Mei 1864, voor den notaris Dogné, te Sprimont.

Het is niet van belang ontbloot dit laatste punt nader te beschouwen.

De wet van 25 Maart 1847 over het ontginnen van braaklanden luidt in artikel 10 :

« De Regeering is gemachtigd de goederen te verdeelen, welke gemeenten in onverdeeld bezit hebben; de verdeling mag insgelijks bevolen

(1) Wetsontwerp nr 142.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Polet, bestond uit de heeren de Ponthière, Goblet, Neujean en Troclet.

worden onder de gehuchten welke tot onderscheiden gemeenten behooren en die goederen in onverdeeld bezit hebben. Tot die verdeling wordt overgegaan op de wijze aangeduid bij artikel 151 der wet van 30 Maart 1836, §§ 2 en 3. »

Dientengevolge heeft een koninklijk besluit van 13 Juli 1848 de verdeling bevolen van de gemeentegronden *Porallée* geheeten, en die in onverdeeld bezit waren van de gemeente Aywaille en het gehucht Florzé, gemeente Sprimont. Bij koninklijk besluit van 23 Februari 1852 werd machtiging verleend tot het verdeelen van het perceel Aywaille tusschen, enerzijds, de afdeelingen Aywaille en Dieupart en, anderzijds, de afdeeling Sougné, welke bestaat uit de gehuchten Sougné, Remouchamps, Sur-la-Heid, Plaie, Sécheval, Hassoumont, Hénumont, Montjardin, Sedoz, Quareux, Feheid, Nonceveux en La Ville-aux-Bois.

Na de herhaalde tusschenkomst van het provinciaal bestuur en het middenbestuur, werden de onderhandelingen in tegenovergestelden zin doorgevoerd. Door de akte van 1859 trad de wijk Sougné uit de onverdeeldheid. Haar aandeel werd geschat op fr. 278,977.45. Het aandeel der drie andere wijken, Aywaille, Dieupart en Florzé-Sprimont, werd geschat op fr. 168,376.92; de verdeling onder haar had slechts plaats in 1864; maar Aywaille en Dieupart zijn in onverdeeldheid gebleven voor de goederen die hun alsdan ten deele vielen.

De cijfers die wij opgeven wijzen op de belangrijkheid die deze gemeentegoederen in den beginne hadden. In den loop van vijftig jaren is die waarde steeds gestegen : volgens de begrootingen en rekeningen voor 1910, bedroegen de jaarlijksche inkomsten, die de wijk Sougné er uit trok, 45,000 frank; die van de wijken Aywaille en Dieupart ongeveer 29,000 fr.

Men moet er bijgevolg niet over verwonderd zijn dat de gemeente Sougné sedert 1871 niet opgehouden heeft een zelfstandig bestaan te vragen. In een referendum, zeer degelijk ingericht door het gemeentebestuur, op 21 Mei 1911, waren er dan ook 304 stemmen voor en 150 stemmen tegen de scheiding.

Men heeft vroeger opgeworpen dat Sougné, ofschoon deze wijk slechts 5 vertegenwoordigers op 11 in den gemeenteraad telt, nooit te klagen had over het beheer van de moedergemeente. Dit was niet heel nauwkeurig, vooral niet ten tijde van het onderzoek in 1910. Het zal voldoende zijn de volgende brok aan te halen uit het verslag, op 12 Januari 1911 door den arrondissementscommissaris naar den gouverneur der provincie Luik gestuurd : « Behalve het zeer gewettigd verlangen der wijk Sougné » om zelf afzonderlijk en onafhankelijk hare zaken te beheeren, moeten » wij erkennen dat er thans wel grieven bestaan.

« In den loop van het jaar 1910 had ik de gelegenheid u te wijzen op handelingen van het gemeentebestuur die mij voorkomen als zeer schadelijk voor de gemeentebelangen, — namelijk de beslissingen betreffende het verpachten van de jacht op de gronden van de gemeente, die de Bestendige Deputatie tweemaal heeft moeten weigeren goed te keuren, — en de beslissingen van jongeren datum betreffende de vergunning der exploitatie

van steengroeven van... door... eenerzijds, en door... anderzijds, welke beslissingen hevig protest uitlokten. »

De ontworpen verdeeling doet zich voor onder de gunstigste omstandigheden.

De grenzen van Sougné-Remouchamps werden sedert lang afgebakend ; daar is niets aan gewijzigd. Zij omvatten 2,400 hectaren met, volgens de laatste volkstelling, eene bevolking van 2,089 zielen. De nieuwe gemeente telt van nu af drie scholen, twee parochiën, bovendien eene lagere school, eene middelbare school en eene vakschool door privaat initiatief opgericht. De opbrengst van hare goederen is aanzienlijk ; haar aandeel in het gemeentefonds en in het bijzonder fonds bereikt bijna tienduizend frank ; zij zal dus haar eigen beheer kunnen waarnemen en zich uitmuntend ontwikkelen. Aywaille, met een grondgebied van 2,355 hectaren en 3,206 inwoners, met een zeer groot inkomen, zal steeds eene belangrijke gemeente blijven.

Ook is uit de door de Commissie ingewonnen inlichtingen gebleken, dat de strijdigheid tusschen de afdelingen Aywaille en Dieupart, in deze jongste tijden, zich schijnt te beperken tot een burgerrechtelijk geschil : de verdeling van 1859 ging over zeer uitgestrekte doch minderwaardige goederen ; de ontdekking van zandsteen kwam dien toestand wijzigen ; welnu, Aywaille en Dieupart willen staande houden dat de kadastrale overgang, voor vijftig jaar, verkeerd was en hun ten minste twee hectaren te kort deed ; aangezien deze hectaren door middel van de steengroeven ontgonnen worden of kunnen ontgonnen worden, levert de eisch een zeer waardeerbaar belang op.

Noch de Commissie, noch de Kamers — zoo min als de bestuursoverheid — zijn bevoegd dit vraagpunt te onderzoeken of op te lossen. Het betreft aldaar het privaat domein van de betrokken sectiën, en bijgevolg zijn alleen de rechtbanken bevoegd om uitspraak te doen. Artikel 149 van de gemeentewet heeft dergelijke geschillen voorzien en beslist dat de sectiën van gemeenten zullen vertegenwoordigd zijn door eene commissie bestaande uit ingezetenen door de Bestendige Deputatie aangeduid en gelast de vordering in rechte te volgen.

Deze rechtspleging is, weliswaar, redelijk ingewikkeld. Bij onze weet werd zij slechts eene enkele maal toegepast ; de moedergemeente was aanlegster in het geding, zij had dus het geding kunnen instellen en de wettelijke vertegenwoordiging uitlokken van de belanghebbende wijk. (Rechtspraak, Verviers, 19 October 1883. *Belgique Judiciaire*, 1884, bl. 39, met de conclusiën van het Openbaar Ministerie). Daar, in deze, het geschil oprijst tusschen afdelingen van eene zelfde gemeente, zouden noch het schepencollege, noch de raad bevoegd zijn om de instelling van de rechtsvordering te beslissen (*Revue de l'Administration*, 1884, bl. 159). Het lijdt geen twijfel, dat de ontworpen verdeeling van aard is de opvordering van de voorgewende rechten te vergemakkelijken, aangezien de wederzijdsche Raden en Colleges alsdan regelmatig zullen bevoegd zijn de rechtsvordering in te stellen of te volgen. En wat er ook ter rechtbank geschiedt, kan het geschil geenen invloed uitoefenen op de begrenzing van het grondgebied der gemeente ; gelukt Aywaille in zijne rechtsvordering, dan spruit daaruit eenvoudig

voort, dat de gemeente zal eigenares zijn van een nieuw grondgebied op Sougné-Remouchamps; zij bezit er thans nog andere. Dat is een toestand van privaatrecht, die niets te stellen heeft met de bestuursinrichting.

Ingevolge stelt de Commissie u voor, met drie stemmen en twee onthoudingen, het wetsontwerp goed te keuren.

De Verslaggever,

Nic. GOBLET.

De Voorzitter,

H. POLET.

